

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR
LA RÉUNION GOUVERNEMENTALE DE HAUT NIVEAU DE L'ICANN

LONDRES, 23 juin 2014

par

ED VAIZEY, MEMBRE DU PARLEMENT (MP), MINISTRE DE LA CULTURE ET DE
L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE DU ROYAUME UNI

J'ai eu le privilège de présider la deuxième réunion gouvernementale de haut niveau de l'ICANN, avec la présence de ministres et hauts fonctionnaires, le 23 juin 2014 à Londres dans le cadre de la 50e réunion publique de l'ICANN. Cette réunion a eu lieu à un moment important dans l'évolution de l'écosystème mondial de la gouvernance de l'Internet. Elle a suivi en particulier l'annonce du gouvernement des États-Unis du mois de mars portant sur sa décision de transférer sa supervision des fonctions de l'IANA à la communauté mondiale ; et la réunion multipartite mondiale NetMundial sur l'avenir de la gouvernance de l'Internet organisée par le Brésil à Sao Paulo en avril.

En outre, les dernières étapes de la révision des 10 ans de la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial des Nations Unies sur la société de l'information (SMSI) convenus en 2005 ont fourni le contexte général des amples discussions menées lors de la réunion, liées à l'ICANN et sa contribution à l'évolution de l'écosystème de gouvernance de l'Internet.

Étant donné l'importante occasion que cette réunion représentait pour que les gouvernements reviennent sur ces événements ainsi que sur d'autres événements plus récents, j'ai été particulièrement satisfait du niveau élevé de participation, avec la présence de représentants de 77 gouvernements et administrations territoriales et de 11 organisations intergouvernementales. Lors de la réunion, j'ai eu le plaisir d'entendre une ample diversité de points de vue des gouvernements du monde entier, en particulier des économies les moins développées et des petits états insulaires en voie de développement. J'ai beaucoup apprécié l'offre de soutien financier de l'ICANN pour qu'un nombre de participants

puisse voyager à Londres et, en termes généraux, d'avoir facilité l'assistance à la réunion de manière si efficace.

Je soutiens fortement l'objectif de l'ICANN de devenir une organisation réellement mondiale et je crois que nous, les décideurs politiques de nos gouvernements respectifs en représentation des citoyens du monde, nous devons nous adapter complètement à cet objectif extrêmement important : n'importe qui dans n'importe quelle communauté doit sentir que sa voix est entendue au sein de l'ICANN.

L'un de nos principaux objectifs pour cette réunion était de suivre un processus bidirectionnel de mise en commun des informations et d'échange de points de vue. En conséquence, je suis très satisfait du fait que le Président-directeur général de l'ICANN, Fadi Chehadé, et le président du Conseil d'administration de l'ICANN, Dr Steve Crocker, aient pu participer pendant toute la réunion, soit pour présenter des informations sur les objectifs de l'ICANN, ses accomplissements et ses programmes en cours, soit pour entendre les points de vue des représentants de haut niveau des gouvernements et des organisations intergouvernementales.

Les gouvernements et les organisations intergouvernementales jouent un rôle actif au sein de la communauté de l'ICANN et contribuent aux processus de développement de politiques de l'ICANN par l'intermédiaire de leur adhésion au comité consultatif gouvernemental (GAC). La reconnaissance accrue de l'importance de la contribution du GAC à l'ICANN a permis que l'adhésion au GAC augmente constamment au cours des dernières années où le comité a atteint les 130 membres.

Étant donné que le rôle de l'ICANN dans la gestion et la coordination du système mondial des noms de domaine ainsi que l'organisation ont évolué, le rôle des gouvernements dans la communauté multipartite de l'ICANN est devenu de plus en plus important : nous devons faire partie intégrante de la communauté mondiale de l'ICANN pour que les processus multipartites fonctionnent efficacement dans le plein respect de l'intérêt public. Un de mes objectifs pour la réunion gouvernementale de haut niveau dans le cadre de la 50e réunion publique de l'ICANN était de donner davantage de possibilités de participation aux

gouvernements qui n'ont pas encore rejoint le GAC, de leur transmettre l'importance de contribuer au développement de l'ICANN comme acteur clé situé au centre de l'écosystème Internet mondial. Je suis donc heureux que certains de ces gouvernements aient pu répondre à mon invitation et participer à la réunion.

L'importante expansion actuelle du système des noms de domaine a inévitablement créé des défis majeurs. Cela met en valeur la nécessité de la participation gouvernementale conjointement avec les autres parties prenantes pour trouver les bonnes solutions sur la base du consensus. Compte tenu de la complexité inhérente au programme pour augmenter le nombre de domaines génériques de premier niveau (gTLD), il n'est pas surprenant que nous ne soyons pas tous d'accord sur toutes les questions de politiques que le GAC doit traiter. Cependant, l'importance de la possibilité des gouvernements et des organisations intergouvernementales d'exprimer leurs opinions et d'explorer les options d'une manière ouverte et inclusive reste indispensable pour atteindre des propositions consensuelles qui auront le soutien de la communauté, et, en définitive, seront à la base d'avis clairs et sans ambiguïté donnés au Conseil de l'ICANN. Je crois fermement que la décision du GAC de s'engager d'emblée au processus de développement de politiques ascendant mené par l'organisation de soutien aux extensions génériques (GNSO) aidera à surmonter ces défis et à éviter des divergences d'opinions importantes.

Je suis très reconnaissant des contributions de la présidente du GAC, Heather Dryden, dans sa qualité de vice-présidente de la réunion et de l'assistance fournie par le secrétariat du GAC et l'équipe de soutien de l'ICANN dans la préparation d'un ordre du jour articulé et bien géré pour la réunion.

Le secrétariat a préparé le rapport détaillé de la réunion présenté en pièce jointe et je crois que nous pouvons informer la communauté mondiale de l'Internet des principales conclusions de la réunion gouvernementale de haut niveau. J'espère que ces dernières seront reconnues dans les événements futurs lorsque l'avenir de la gouvernance de l'Internet sera discuté, y compris au forum sur la gouvernance de l'Internet à Istanbul qui aura lieu en septembre et

l'Assemblée générale de l'ONU qui examinera comment aller de l'avant avec le SMSI au-delà de 2015 au cours des 15 prochains mois.

En premier lieu, il me semble que lors de la réunion, l'approbation de l'approche sur la mondialisation des fonctions de l'IANA adoptée par le gouvernement américain a été généralisée et qu'il y a eu essentiellement un nombre de déclarations d'engagement de certains gouvernements pour contribuer au processus de l'ICANN destiné à élaborer un nouveau modèle de supervision basé sur la communauté. Nous avons convenu qu'il s'agit d'une étape clé dans l'évolution de la gouvernance multipartite du système des noms de domaine qui reconnaît également l'évolution croissante de l'ICANN comme organisation qui contribue à la stabilité et la résilience de l'Internet. Le processus de préparation d'une proposition de la communauté mondiale est sans aucun doute un défi majeur et le calendrier est exigeant mais il est opportun et la volonté de compléter ce processus est claire : les gouvernements joueront leur rôle, en tant que membres du GAC et individuellement, à travers leur engagement direct aux consultations et aux délibérations intercommunautaires.

La réunion gouvernementale de haut niveau a également donné aux gouvernements la première grande occasion de discuter les résultats de la conférence NetMundial tenue en avril. Je suis très reconnaissant au professeur Almeida qui nous a présenté une révision des principes et de la feuille de route convenus à Sao Paulo, et à Kathy Brown, PDG de l'Internet Society (ISOC), l'un des principaux partenaires qui a aidé à organiser la conférence. Lors de notre réunion, il y a eu un accord général que NetMundial avait servi pour atteindre plusieurs objectifs importants. En premier lieu, en tant qu'événement multipartite, le NetMundial a réussi à énoncer les défis actuels auxquels la communauté mondiale et ses mécanismes de gouvernance se voient confrontés. Deuxièmement, il a montré clairement la nécessité de renforcer les processus, les entités et les forums multipartites existants, y compris le FGI et l'ICANN. Cela aurait pour effet d'assurer que les réponses à ces défis soient efficaces et pleinement inclusives. Troisièmement, il a identifié certaines questions clés nécessitant d'autres mesures, telles que la neutralité du Net.

Nos discussions ont mis l'accent sur l'importance de l'engagement de toutes les parties prenantes, comme ce fut effectivement le cas du processus de NetMundial. Néanmoins, je considère qu'il a été très important d'entendre, pendant notre réunion, des expressions de soutien pour compléter ou étayer ces processus multipartites avec les mécanismes multilatéraux de longue date. Cela demandera des débats ultérieurs au sein de l'ONU et ailleurs, mais il me semble qu'il est important pour le succès des futures discussions de comprendre d'autres approches à travers le type de dialogue facilité à Sao Paulo et à Londres. Ce dialogue peut également fournir un moyen pour mettre de côté toute complaisance et tester le modèle multipartite afin de déterminer ce qui fonctionne bien ou ce qui pourrait être modifié ou révisé de manière sélective.

Cela m'amène à la plus récente contribution à l'évolution de l'écosystème mondial fournie par le rapport du panel de haut niveau sur la coopération mondiale et les mécanismes de gouvernance de l'Internet publié en mai. Je remercie sincèrement Andile Ngcabe pour avoir présenté les conclusions principales récemment publiées. Cela nous a aidés à réfléchir, moi-même, mes collègues des gouvernements et la communauté, sur les plans de mise en œuvre de ces résultats développés parallèlement à la feuille de route de NetMundial à travers une certaine alliance mondiale des principaux experts et organisations.

Comme réaction inévitablement préliminaire lors de notre réunion, il y a eu plusieurs expressions de soutien à cette nouvelle initiative en raison de son objectif primordial de maintenir un réseau mondial Internet complètement inclusif et interopérable. Nous avons reconnu l'urgence de trouver de nouveaux mécanismes de coopération qui renforceront les capacités et favoriseront la croissance de l'économie numérique dans tous les pays, y compris les pays les moins développés et les petits états insulaires dont les ressources et l'expertise sont limitées. Je suis de l'avis qu'il sera important de juxtaposer cette initiative avec un FGI renforcé et plus orienté vers les résultats. L'idée générale de passer des mots à l'action a été très largement acceptée lors de notre réunion gouvernementale de haut niveau.

Enfin, je crois que la réunion gouvernementale de haut niveau nous a permis de réfléchir aux accomplissements de l'ICANN et au remarquable

rassemblement des parties prenantes des différentes unités constitutives et communautés de l'Internet du monde entier dans le cadre de la 50e réunion publique de l'ICANN, à Londres. La quantité et la diversité des parties prenantes impliquées dans la communauté de l'ICANN soulignent l'importance vitale de l'élaboration de ces processus à travers un engagement et une confiance durables. Lors de notre réunion, la révision récemment lancée sur la responsabilité de l'ICANN qui se déroulera en parallèle avec le processus de transition du rôle de supervision des fonctions IANA comme une étape importante dans l'examen de la performance de l'ICANN sur ces aspects clés de la gouvernance a été très bien accueillie.

Bref, je crois que nous avons beaucoup accompli en termes d'augmentation de l'engagement des décideurs politiques gouvernementaux du monde entier avec la communauté de l'ICANN en tant que membres de cette communauté mondiale. Nous étions en mesure de faciliter l'échange d'opinions sur un certain nombre de questions et d'événements fondamentaux et nous avons généralement encouragé un plus haut niveau de sensibilisation. Nous avons également mené une discussion en temps opportun sur les prochaines étapes de l'évolution de la gouvernance mondiale de l'Internet ; j'espère que la communauté de l'ICANN l'aura trouvée aussi précieuse que moi.

Enfin, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous mes collègues des gouvernements et des organisations intergouvernementales qui ont participé et contribué à la deuxième réunion gouvernementale de haut niveau, à tous les intervenants qui ont si bien préparé le terrain pour nos diverses discussions, aux interprètes qui ont fait un excellent travail pour améliorer l'accès à nos discussions, et à tous les membres de la communauté de l'ICANN qui sont venus entendre les opinions et les propositions de leurs parties prenantes du sein des gouvernements.

Ed Vaizey, membre du Parlement

Ministre de la culture et de l'économie numérique

Gouvernement du Royaume-Uni

Fichier joint :

réunion gouvernementale de haut niveau de Londres du 23/6/14 :
Procès verbal de la réunion (Secrétariat du GAC)

Réunion gouvernementale de haut niveau de Londres du 23 juin 2014 : procès verbal de la réunion

Il s'agit de la deuxième réunion de haut niveau des ministres et des hauts fonctionnaires réalisée dans le cadre des réunions de la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN) et du comité consultatif gouvernemental de l'ICANN (GAC).

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Exposition des ministres et des hauts fonctionnaires à la dynamique d'une réunion de l'ICANN et du GAC.

Discussion sur les questions stratégiques clés, y compris la transition du rôle de supervision des fonctions IANA par le gouvernement américain et le renforcement de la responsabilité de l'ICANN.

Sensibilisation des pays en voie de développement et des pays non membres du GAC par l'ICANN et le GAC.

Espace d'expression pour présenter un large éventail de points de vue.

Portant sur la gouvernance mondiale de l'Internet.

Messages clés transmis à l'ICANN par les gouvernements et les organisations intergouvernementales.

PARTICIPATION

La réunion a été présidée par **l'Honorable Ed Vaizey, Membre du Parlement**, Ministre de la culture, des communications et des industries créatives du Royaume-Uni.

Cent soixante quinze délégués de 77 gouvernements et administrations territoriales, dont 10 ne sont actuellement pas membres du GAC, y ont assisté. Il y avait

également 11 représentants d'organisations intergouvernementales qui jouent le rôle d'observateurs auprès du GAC.

Une liste des participants est jointe à ces présentes.

SESSION 1 : PRÉSENTATION DE L'ICANN

Le **Dr Steve Crocker**, président du Conseil d'administration de l'ICANN, a souligné l'engagement de l'ICANN avec la mondialisation à travers ses bureaux de liaison à Istanbul et Singapour et ses centres de participation à Montevideo, Beijing et Genève ; et avec la participation régionale, y compris la nomination de vice-présidents régionaux. Il a noté l'évolution de la gouvernance mondiale de l'Internet, y compris la récente conférence NetMundial, la transition du rôle de supervision des fonctions IANA du gouvernement américain et la réunion de haut niveau sur le SMSI+10 en 2015.

Fadi Chehadé, Président-directeur général de l'ICANN, a analysé l'évolution de l'ICANN comme institution mondiale, y compris au niveau opérationnel, en termes du renforcement de sa responsabilité et de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA.

Interventions des participants

Chine (Ministre Lu Wei, ministre de l'administration des affaires du cyberspace) - l'ICANN remplit ses fonctions d'institution de base pour la gestion mondiale de l'Internet et le GAC est le pont des rapports entre les gouvernements de tous les pays et l'ICANN. L'internationalisation de l'ICANN devrait se faire à travers l'établissement d'une équipe de travail consacrée à la transition du rôle de supervision des fonctions IANA, l'élaboration des plans de réforme de l'Internet, l'élaboration de la charte de l'alliance pour la gouvernance de l'Internet, l'amélioration des mécanismes de gestion du cyberspace, la réunion des experts du monde entier pour étudier l'évolution d'Internet et la promotion du dialogue et du consensus entre tous les secteurs.

France (Mme Axelle Lemaire, Secrétaire d'État chargée des affaires numériques) - Les préoccupations concernant la délégation de .wine et .vin sont représentatives

d'autres questions plus larges que l'ICANN doit prendre en considération, y compris la confiance des consommateurs, l'absence de favoritisme d'un intérêt commercial par dessus tout autre intérêt et la préservation de la diversité culturelle. De possibles réformes de l'ICANN pourraient inclure la responsabilité envers une assemblée générale de parties prenantes et la soumission des contrats aux principes du droit international.

Commission européenne (Neelie Kroes, commissaire pour la stratégie numérique) - Des mécanismes de responsabilité et de transparence clairement réalisables et vérifiables sont nécessaires à l'ICANN.

Somalie (Mohamed Ibrahim, ministre des postes et des télécommunications) - Les valeurs fondamentales ne sont pas faciles à appliquer dans un espace mondial comme l'Internet. Des développements tels que les noms de domaine internationalisés sont appréciés, mais ils peuvent poser le risque d'un Internet fragmenté.

Bangladesh (Hasanal Haq Inu, ministre de l'information) - L'Internet a dépassé ses structures de fonctionnement d'origine et un nouveau cadre de gouvernance est nécessaire pour garantir les droits de tous les utilisateurs, mais notamment ceux des pays en voie de développement. Aucun obstacle injustifié ne devrait empêcher l'accès des nouveaux arrivants. Les principes et les valeurs de NetMundial sont un bon point de départ.

Portugal (Nuno Crato, ministre de l'éducation et de la science) - Le Portugal a toujours participé à l'ICANN et au GAC en particulier. L'engagement du GAC avec l'organisation de soutien aux extensions génériques (GNSO) est bienvenu. Cependant, la question de wine / vin montre que l'ICANN risque d'être contrôlée par des intérêts particuliers et qu'elle ne devrait pas décider des questions qui ont un impact sur des négociations internationales complexes.

SESSION 2 : TRANSITION DU RÔLE DE SUPERVISION DES FONCTIONS IANA DE LA NTIA À LA COMMUNAUTÉ INTERNET MONDIALE

Larry Strickling, le secrétaire adjoint de l'information et des communications du ministère du commerce des États-Unis, a noté que la décision de transférer le rôle de supervision des fonctions IANA de la NTIA à l'ICANN s'est fondée sur la maturité de l'ICANN comme organisation et sur le soutien international au modèle multipartite. Il

a réaffirmé l'importance du consensus pour la prise de décisions, et l'importance des avis des gouvernements à l'ICANN en particulier.

Theresa Swinehart, conseillère principale du président sur la stratégie mondiale de l'ICANN, a donné un aperçu du travail de l'ICANN pour établir un processus pour l'élaboration d'une proposition pour la transition du rôle de supervision des fonctions IANA.

Interventions des participants

Allemagne (Detlef Dauke, directeur général du Ministère des affaires économiques) - L'intérêt public doit être considéré et l'ICANN ne devrait pas être contrôlée par des intérêts qui pourraient bénéficier des actions futures de l'ICANN. Le modèle multipartite est un facteur clé pour un Internet libre et ouvert. Les organismes des Nations Unies ne sont pas suffisamment rapides et souples dans ce domaine. Les facteurs clés sont l'expertise commerciale et technique.

Namibie (Joel Kaapanda, ministre des communications et des technologies de l'information) - Cette réunion est très opportune. La création de l'Internet est due à la collaboration et celle-ci devrait continuer. Tous les pays sont sur un pied d'égalité au sein de l'ICANN et cela doit être maintenu. Pour avancer il faut s'appuyer sur les résultats de NetMundial.

Mexique (Victor Lagunes au nom de Jose Ignacio Peralta Sanchez, sous-secrétaire des communications) - Le Mexique appuie le modèle multipartite et accueillera le Forum sur la gouvernance de l'Internet en 2016. Les processus de l'ICANN pour la transition du rôle de supervision des fonctions IANA doivent être soutenus, même si des délais plus souples s'avèrent nécessaires, et le GAC devrait être représenté au sein du groupe de coordination.

Pays-Bas (Heleen Uijt DE HAAG, Ministère des affaires économiques) - Nous célébrons l'annonce de la NTIA. La supervision des fonctions IANA devrait être une responsabilité partagée par les secteurs public et privé. Tout nouveau mécanisme devrait être aussi léger que l'actuel et éviter la domination par des intérêts exclusifs.

République de Corée (Kyunghee Song, directeur de la structure des TIC, Ministère de la science, les TIC et la planification future) - L'ICANN doit être félicitée pour son engagement avec un modèle multipartite mondial. Vu que de nombreux gouvernements ne participent pas encore aux discussions sur la gouvernance de l'Internet, l'ICANN devrait considérer des mécanismes de sensibilisation ciblés, en particulier pour les pays en voie de développement. Un GAC plus formalisé devrait être envisagé.

OCDE (Andrew Wyckoff, chef de la Direction de la science, la technologie et l'industrie) - L'année 2014 marque le troisième anniversaire des principes d'élaboration des politiques sur l'Internet de l'OCDE. L'OCDE prévoit une réunion ministérielle au Mexique en 2016 qui sera consacrée à l'Internet et à l'innovation. La question spécifique de la protection des identités en ligne des OIG est à l'étude au sein de l'ICANN depuis deux ans et doit être résolue.

Brésil (Ambassadeur Benedicto Fonseca Filho, directeur du Département des affaires scientifiques et technologiques, Ministère des affaires étrangères) - L'annonce des États-Unis doit être célébrée, comme l'est son engagement avec un modèle multipartite. L'élaboration d'un nouveau modèle doit inclure les parties prenantes en dehors de l'ICANN, y compris les gouvernements qui ne sont pas des membres du GAC, et rester ouvert à ces parties prenantes.

Norvège (Torstein Olsen, directeur général de l'autorité chargée des postes et des télécommunications) - L'initiative américaine est appréciée. Il est important de maintenir la sécurité et la stabilité du système des noms de domaine, de garantir un niveau de transparence adéquat et de ne pas compromettre la souveraineté nationale de domaines de premier niveau géographiques.

Australie (Marianne Cullen, première secrétaire adjointe, Ministère des communications) - Le GAC a eu un succès considérable dans son initiative d'intégrer les questions d'intérêt public au développement des nouveaux gTLD. L'un des points forts clés a été le relai soit des points de vue consensuels soit de l'ensemble des points de vue de membres. Il est essentiel que le processus de transition respecte le calendrier.

Danemark (Finn Petersen, directeur général adjoint de l'autorité danoise des affaires) - La mondialisation des organismes de gouvernance de l'Internet et le

modèle multipartite sont des éléments positifs. Le maintien de la sécurité et de la stabilité est très important. Le Danemark a consacré des efforts considérables au travail de reddition de comptes de l'ICANN et voudrait que celui-ci soit maintenu.

Suisse (Philipp Metzger, directeur de l'Office fédéral de la communication) - Le processus de transition a besoin de suffisamment de temps pour atteindre les meilleurs résultats, soigneusement réfléchis. La sensibilisation des parties prenantes en dehors de l'ICANN est importante et des discussions pourraient avoir lieu dans d'autres forums tels que le Forum sur la gouvernance de l'Internet.

Russie (Igor Milashevskiy, conseiller du ministre des télécommunications et des communications de masse) - Les mécanismes de gouvernance de l'Internet requièrent de responsabilité et de transparence. Le processus de transition doit examiner toutes les fonctions techniques et envisager une certaine forme d'audit / surveillance externe. Il peut être utile d'envisager un modèle qui sépare certaines des fonctions techniques.

Iran (Kavouss Arasteh, Ministère des communications et des technologies de l'information) - Des lignes de responsabilité claires sont nécessaires pour les divers secteurs participant au processus de transition. Il serait utile de séparer les fonctions d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de l'ICANN. Il faudrait envisager un rôle pour le GAC qui soit plus que simplement consultatif. Le groupe de coordination de la transition a besoin d'une plus grande représentation du GAC.

Egypte (Hesham El Alaily, chef de l'Autorité nationale de régulation des télécommunications) - Nous célébrons l'annonce des États-Unis et le modèle multipartite devrait continuer à être soutenu. La prochaine étape doit inclure les parties prenantes en dehors de l'ICANN. La communauté devrait avoir la possibilité de formuler des commentaires sur toute version préliminaire finale de proposition. Le groupe de coordination de la transition a besoin d'une plus grande représentation du GAC.

Qatar (Hessa Sultan Al-Jaber, ministre des technologies de l'information et de la communication) - L'annonce des États-Unis est bien accueillie. Toute proposition élaborée devrait garantir un Internet ouvert, sûr et stable.

SESSION 3 : ACCOMPLISSEMENTS DU GAC ET RENFORCEMENT DU RÔLE DES GOUVERNEMENTS À L'ICANN

Cette session a été présidée par Mme Sue Owen, secrétaire permanente du ministère britannique de la culture, des médias et du sport.

Mme Heather Dryden (Présidente du GAC, ICANN) a noté que le GAC fait partie de l'ICANN depuis sa création. Pour l'ICANN, l'engagement avec les gouvernements lui permet d'avoir des opinions concernant ses activités de politiques publiques depuis le début et de recevoir des contributions spécialisées au niveau opérationnel. Pour les gouvernements, le GAC leur donne une voix commune en rapport direct avec le Conseil de l'ICANN, ainsi que l'accès aux organismes de développement de politiques de l'ICANN qui s'occupent des questions en détail, telles que les noms génériques et les extensions géographiques. Les accomplissements du GAC incluent des principes pour les extensions géographiques, l'introduction des noms de domaine internationalisés et des garanties pour les nouveaux noms génériques. Le GAC doit évoluer avec l'ICANN, tout en conservant ses compétences de base et sa souplesse de fonctionnement.

Interventions des participants

Espagne (Victor Calvo-Sotelo, secrétaire d'État pour les télécommunications et la société de l'information) - L'Espagne soutient pleinement le modèle multipartite. Il est nécessaire d'améliorer tant la relation du GAC avec l'ICANN que ses méthodes de travail. L'Espagne dirige le groupe de travail sur les méthodes de travail du GAC.

Mexique (Victor Lagunes au nom du sous-secrétaire Ignacio Peralta Sanchez) - Les droits de l'homme et les libertés fondamentales hors ligne devraient être assurés et protégés en ligne ; en particulier la liberté d'expression. Le FGI et l'Observatoire mondial des politiques d'Internet, précédés par l'Union européenne, sont des espaces importants pour discuter des questions liées à l'Internet.

Azerbaïdjan (Dr Ali Abbasov, ministre de la communication et des technologies de l'information) - L'Azerbaïdjan remercie les opportunités offertes par le processus de transition du rôle de supervision des fonctions IANA et maintiendra un rôle actif dans tous les forums appropriés. Le GAC a fait du bon travail, en particulier lors de la récente réunion de Singapour, et devrait avoir plus de deux sièges au groupe de coordination. Le groupe devrait également avoir une représentation de l'UIT.

Indonésie (Bambang Heru Tjahjono, directeur de la sécurité de l'information) - L'ICANN et le GAC devraient être renforcés pour faire face aux questions complexes en évolution. Gardez à l'esprit le principe du respect des autres cultures. L'ICANN peut jouer un rôle dans la formation de compétences mondiales pour le développement de l'Internet.

Suède (Henrik Ishihara, Ministère de l'entreprise, de l'énergie et de la communication) - La portée actuelle du GAC semble correcte. Un éventail d'intérêts, y compris la politique publique, doivent être équilibrés dans l'ensemble des activités de l'ICANN. Un rôle gouvernemental trop lourd serait un frein à l'innovation. Le modèle multipartite est le seul capable de livrer l'innovation sur Internet, mais il n'est pas parfait et son amélioration doit continuer.

Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Charlotte Lindsey-Curtet, directrice de la communication et de la gestion de l'information) - Les protections accordées aux termes « Croix Rouge » et « Croissant Rouge » par accord international doivent être étendues à leurs noms de domaine. Il s'agit d'un problème de longue date au sein de l'ICANN qui devrait être résolu comme une protection contre les abus plutôt que comme une question de propriété intellectuelle.

Pays-Bas (Heleen Uijt De Haag, Ministère des affaires économiques) - Le GAC a eu des succès, mais il doit s'occuper du fait que moins de la moitié de ses membres assistent régulièrement aux réunions et que seuls quelques-uns participent activement aux discussions. L'évolution des résultats du groupe de travail sur les méthodes de travail du GAC y aidera, tout comme la mise en place d'un secrétariat professionnel.

Argentine (Dr Olga Cavalli, conseillère pour la technologie, Ministère des affaires étrangères) - L'Argentine a créé une Commission nationale sur les politiques de l'Internet pour la coordination nationale. Le GAC devrait être représenté de manière plus significative au sein du groupe de coordination de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA afin d'assurer une diversité de points de vue régionaux.

Suisse (Phillip Metzger) - Le GAC doit développer ses capacités de conseiller sur les questions d'intérêt public mondial. Il peut le faire à travers des normes convenues au

niveau international, en particulier sur les droits de l'homme ; par le soutien pour que les petits pays participent plus activement ; et par des méthodes de travail plus efficaces, y compris l'autodiscipline.

Italie (Dr Rita Forisi, Ministère du développement économique) - L'Italie soutient une approche globale multipartite. La question de .wine / .vin a été un problème pour le GAC. Un nouveau mécanisme de reddition de comptes et de transparence est nécessaire pour soutenir un « GAC 2.0 ».

Pakistan (Anusha Rahman, ministre des technologies de l'information) - Le modèle multipartite est important. Le GAC a fait des progrès significatifs dans l'élargissement de sa composition et de ses capacités. Certaines questions qui doivent être abordées pour les nouveaux gTLD sont : les enchères pour les conflits de chaînes ; la vérification de la bonne foi des candidatures communautaires avec les autorités publiques ; et une structure de frais élevés.

Canada (Pamela Miller, directrice générale, Direction générale de la politique des télécommunications, Industrie Canada) - Le cadre de gouvernance de l'Internet actuel est solide, et les organismes multipartites ont bien fonctionné pour le DNS. Le GAC a fait des accomplissements importants dans le domaine des nouveaux gTLD et son meilleur futur serait d'être ancré au sein de l'ICANN comme une institution basée sur le consensus.

Japon (Yasuo Sakamoto, directeur général du Bureau de la stratégie des TIC mondiales, Ministère des affaires intérieures et des communications) - L'Internet peut aider à la croissance économique et sociale, mais uniquement dans un espace global, non fragmenté, soutenu par le modèle multipartite de l'ICANN. Il est préférable d'utiliser l'expérience et le savoir-faire des mécanismes existants qui ont fonctionné. Les nouveaux mécanismes de gouvernance ne doivent pas limiter la souplesse et l'innovation.

Taiwan (Chung Shu Chen, Ministère du transport et des communications) - La valeur clé de l'Internet est son ouverture et l'ICANN a travaillé pour cela en permanence. Le GAC a été d'une grande valeur en tant que pont entre l'ICANN et les gouvernements, permettant aux gouvernements de jouer un rôle de participation plutôt que d'interférence ou de domination. L'ICANN pourrait envisager un rôle plus

important pour le GAC, par exemple un rôle de vote au Conseil d'administration de l'ICANN.

Russie (Igor Milashevskiy) - Le rôle du GAC au sein de l'ICANN et le rôle des gouvernements au sein du modèle multipartite ne sont pas exactement les mêmes. Beaucoup d'OIG élaborent des politiques relatives à l'Internet qui ne sont pas directement liées à l'ICANN mais qui font partie de la gouvernance mondiale de l'Internet.

France (Mme Axelle Lemaire) - Le nombre de cas problématiques est en hausse ; tel est le cas de la Croix-Rouge. Le GAC pourrait envisager une certaine forme de consensus approximatif (tel que celui utilisé à NetMundial) afin d'éviter qu'une minorité des membres empêche le consensus et les résultats réels. Le GAC a le rôle d'identifier les questions les plus sensibles politiquement et de trouver des moyens pour aider les pays en voie de développement, par exemple en ce qui concerne le coût des candidatures aux nouveaux gTLD.

Iran (Kavouss Arasteh) - Toute modification du cadre de référence du FGI est une question de la compétence de l'ONU. Les points de vue exprimés par la présidente du GAC sont personnels et ne représentent pas l'avis du GAC. La représentation du GAC au sein du groupe de coordination de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA devrait être de cinq représentants afin d'assurer une large participation régionale. Le rôle du GAC devrait aller au delà d'un rôle simplement consultatif.

SESSION 4 : RÉVISION DES RÉSULTATS DE LA RÉUNION NETMUNDIAL

Le professeur **Virgilio Almeida**, secrétaire national des politiques sur la technologie de l'information, a présenté les origines, le fonctionnement et les résultats de la conférence NetMundial, tenue à Sao Paulo le 23 et 24 avril 2014.

La conférence a accueilli plus de 900 participants venant de 110 pays, outre les centres de participation à distance dans 23 pays. En grande mesure, la dynamique clé reposait sur les approches multipartite et multilatérale. La réunion multilatérale a été un succès parce qu'elle avait deux points de focalisation (les principes et la feuille de route) ; grâce au soutien du comité multipartite de pilotage de l'Internet du Brésil ; et parce qu'il y a eu une longue introduction qui a permis aux participants de commencer bien informés et motivés.

Les principales leçons tirées sont les suivantes : la nécessité d'adapter l'événement aux différents besoins des parties prenantes (secteurs gouvernemental, commercial et société civile) ; la valeur de l'engagement avec une approche ouverte, transparente, participative et multipartite ; la nécessité d'améliorer les procédures de prise de décisions à travers un large éventail de points de vue ; et la nécessité de rédiger des documents de soutien pour la gouvernance mondiale de l'Internet, par exemple concernant l'économie, la libre circulation de l'information et les droits de l'homme.

Interventions des participants

Internet Society (Kathy Brown, Présidente-directrice générale) - NetMundial est un excellent exemple de collaboration et de dialogue authentiques à travers un large éventail d'intérêts. Bien qu'il n'existe pas de modèle multipartite convenable pour tous, l'Internet a toujours bénéficié de l'innovation et de la gouvernance ascendantes plutôt que des processus traditionnels descendants.

Commission européenne (Neelie Kroes) - NetMundial a montré que le modèle multipartite fonctionne et qu'il peut produire des résultats, mais il doit être défendu et soutenu. Un modèle basé uniquement sur le contrôle gouvernemental serait très dangereux. Le rôle du FGI pourrait être renforcé par l'amélioration des rapports entre ses niveaux national, régional et mondial. L'ICANN doit poursuivre ses efforts pour renforcer sa responsabilité envers la communauté mondiale, y compris les résultats qui affectent la politique publique.

Colombie (Diego Molano Vega, ministre des technologies de l'information et des communications) - Les pays doivent établir leurs normes nationales de gouvernance de l'Internet en conformité avec les résultats de NetMundial. Les pays en voie de développement seraient favorables à l'aide des grands acteurs pour renforcer leur capacité de participer aux écosystèmes mondiaux de l'Internet.

Bangladesh (Hasanul Haq Inu) - Les nouveaux mécanismes de gouvernance de l'Internet doivent se fonder dans un cadre juridique formel et avoir une place claire dans le système des Nations Unies.

Egypte (Hesham El Elaily) - Les résultats de NetMundial reflètent en grande mesure le consensus de la communauté. L'élan doit être maintenu jusqu'au prochain FGI, à Istanbul.

SESSION 5 : RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU DE L'ICANN SUR LA COOPÉRATION MONDIALE ET LES MÉCANISMES DE GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Andile Ngcaba, président et fondateur de Convergence Partners et membre du panel de haut niveau de l'ICANN, a récapitulé quelles étaient les principales recommandations du rapport du panel. Ces recommandations sont les suivantes : l'adoption des principes de la déclaration de NetMundial ; un système de gouvernance d'Internet collaboratif décentralisé assisté par des facilitateurs qui comprendrait des forums et des discussions, des communautés d'experts et des outils ; et l'action de mise en œuvre qui inclut le soutien au renforcement de la responsabilité de l'ICANN et la mondialisation de l'IANA.

Interventions des participants

Conseil de l'Europe (Jan Malinowski, chef de la direction sur la société de l'information) - La protection des droits de l'homme est un domaine où les gouvernements ont la responsabilité juridique et politique primaire. L'ICANN devrait être un facilitateur plutôt qu'un gardien. Les droits de l'homme pourraient être ajoutés aux statuts constitutifs de l'ICANN ; le sens du service public et de l'intérêt public dans le contexte de l'ICANN pourrait être développé ; et l'ICANN devrait profiter des mécanismes de participation précoce concernant la loi internationale et les droits de l'homme.

États-Unis (Christopher Painter, coordinateur des questions liées au cyber-espace, Département d'État) - Les recommandations du panel sont généralement bien accueillies, en particulier celles qui soutiennent un Internet unifié, non fragmenté, interconnecté, interopérable, sûr, stable et résilient.

Iran (Kavouss Aresteh) - La seule nouvelle partie du travail du panel est celle qui propose une approche décentralisée. Le reste a déjà été abordé dans le travail d'autres organismes, y compris le FGI et NetMundial. L'accent doit désormais être mis sur les actions plutôt que sur les mots.

Thaïlande (Surunkana Wayuparb, Centre national des technologies informatiques et de l'électronique) - Les droits de l'homme et la vie privée sont des termes faciles à accepter en termes généraux, mais dans la pratique, leur interprétation varie selon les régions en raison de différences culturelles et historiques. De plus grands efforts sont nécessaires pour assurer que cela est compris.

Macédoine (Ivo Ivanoski, ministre de la société de l'information) - Comme l'a déclaré l'Iran, il est temps de passer des mots aux actes. L'année prochaine de nombreux forums permettront de se concentrer sur la mise en œuvre. Il est positif que de nombreux gouvernements présents à cette réunion aient montré leur engagement avec le vis-à-vis du modèle multipartite.

SESSION 6 : CONCLUSION

Fadi Chehadé a noté qu'alors que les gouvernements sont de plus en plus impliqués dans des structures telles que l'ICANN, les défis pratiques auxquels ils se voient confrontés continuent d'augmenter, par exemple dans la détermination des juridictions pertinentes et l'application dans ces espaces. L'Internet est l'espace dans lequel nous vivons et cela inclut les gouvernements et leurs services.

Depuis la CMTI de l'UIT à Dubaï, un terrain d'entente plus positif et une approche pragmatique fondée sur la collaboration ont commencé à surgir, comme en témoigne la réunion NetMundial. La présidente du Brésil Dilma Rousseff doit être fortement remerciée pour l'esprit positif de NetMundial.

Un éventail de parties - les gouvernements, le secteur privé, la société civile, la communauté technique - se réuniront dans l'avenir proche pour former l'alliance NetMundial. Cette réunion sera ciblée sur la mise en œuvre d'un modèle de gouvernance de l'Internet collaboratif distribué.

Pour sa part, l'ICANN est pleinement engagée avec le plan de renforcement de sa responsabilité.

Ed Vaizey conclut la réunion en soulignant l'importance de la confiance de toutes les parties pour permettre à l'ICANN de passer à la prochaine étape de son développement.

PIÈCE JOINTE

LISTE DES PARTICIPANTS À LA RÉUNION GOUVERNEMENTALE DE HAUT NIVEAU DE LONDRES

Europe

	Pays	Ministre / Vice-ministre / fonctionnaire	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
1.	Autriche	Fonctionnaire	Dr Christian SINGER	Klaus Parrer
2.	Belgique	Fonctionnaire	Séverine WATERBLEY	
3.	Croatie	Fonctionnaire	Zdravko JUKIC	
4.	République tchèque	Fonctionnaire	Jan DUBEN	Marketa Novakova
5.	Danemark	Fonctionnaire	Finn PETERSEN	Julia Katja Wolman
6.	Estonie	Fonctionnaire	Karmen LAUS	
7.	France	Secrétaire d'État chargée du numérique	Mme Axelle LEMAIRE	Dorethee Stik Bertrand Paihes
8.	Allemagne	Fonctionnaire	Detlef DAUKE	Hubert Schottner Cathleen Berger
9.	Hongrie	Fonctionnaire	Peter MAJOR	
10.	Islande	Fonctionnaire	Sigurbegur BJORNSSON	
11.	Irlande	Fonctionnaire	Richard BROWNE	
12.	Lettonie	Fonctionnaire	Elina VOLKSONE	
13.	Luxembourg	Fonctionnaire	Claudine KARIGER	
14.	ARY de Macédoine	Ministre	Ivo IVANOSKI	Vladimir Milevski
15.	Moldavie	Ministre adjoint	Vitalie TARLEV	
16.	Monténégro	Fonctionnaire	Marija ŽUGIĆ	Milica Vučinić

17.	Pays-Bas	Fonctionnaire	Heleen Uijt DE HAAG	
18.	Norvège	Fonctionnaire	Torstein OLSEN	
19.	Pologne	Fonctionnaire	Emil KEDZIERSKI	
20.	Portugal	Ministre	Professeur Nuno CRATO	Pedro Carneiro Anna Cristina Neves
21.	Roumanie	Fonctionnaire	Mme Diana VOICU	
22.	Russie	Fonctionnaire	Igor MILASHEVSKIY	Russie
23.	Serbie	Fonctionnaire	M Sava SAVIC	Milan DOBRIJEVIC
24.	Slovénie	Fonctionnaire	Peter STERLE	
25.	Espagne	Ministre	Victor CALVO-SOTELO	
26.	Suède	Fonctionnaire	Henrik ISHIHARA	
27.	Suisse	Fonctionnaire	Phillipp METZGER	Frederic Riehl
28.	Turquie	Fonctionnaire	Binali YILDIRIM	Dr Tayfun Acarer
29.	Commission européenne	Vice-président de la Commission européenne	Neelie KROES	Pearse O'Donoghue Michael Niebel Camino Manjon
30.	Saint-Siège (Cité du Vatican)	Fonctionnaire	Mauro MILITA	

Afrique

	Pays	Ministre / vice-ministre	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
31.	République centrafricaine	Ministre	Assane ABDALL-KADRE	
32.	Côte d'Ivoire	Ministre	Bruno KONE	Tandi Amy
33.	Gambie	Fonctionnaire	Lamin CAMARA	Khadijatou Tambajang
34.	Kenya	Ministre	Dr Fred MATIANGI	Michael Katundu Sammy Buruchara
35.	Libye	Ministre adjoint	Dr Atef Elbahei	Housam Abouelhol Ala Elsheref

				Khalel Elsweli Mahmud Elnaas
36.	Mauritanie	Ministre	Ismali Ould BODDE	
37.	Namibie	Ministre	Joel KAAPANDA	Henri Kassen Stanley Shanapinda Namandje Amunime Marichen Luiperdt
38.	Somalie	Ministre	Mohamed Ibrahim ADAN	
39.	Swaziland	Ministre	Dumsani NDLANGAMANDLA	Andreas Dlamni
40.	Tunisie	Fonctionnaire	Moezz CHAKCHOUK	

Asie-Pacifique

	Pays	Ministre / vice-ministre	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
41.	Afghanistan	Ministre adjoint	Aimal MARJAN	
42.	Australie	Fonctionnaire	Marianne CULLEN	Peter Nettlefold
43.	Arménie	Ministre	Gagik BEGLARYAN	Gagik GRIGORYAN Hamik MKOYAN
44.	Azerbaïdjan	Ministre	Dr Ali ABBASOV	
45.	Chine	Ministre	LU Wei	FU Cong ZHAO Li
46.	Inde	Fonctionnaire	Dr Ajay KUMAR	
47.	Indonésie	Fonctionnaire	Bambang Heru TJAHJONO	Mariam Fatima Barata ; Ashwin Sasongko Sastrosubroto ; Rudi Lumanto ; Rizki Ameliah
48.	Japon	Fonctionnaire	Yasuo SAKAMOTO	
49.	Corée (République de)	Fonctionnaire	Mme Kyunghee Song	Hwayoung Cheon
50.	Malaisie	Fonctionnaire	Dato Mohamed Sharif TARMIZI	Rafidah Mat Isa Ruzamri Ruwandi
51.	Îles Marshall	Fonctionnaire	Rommel NATIVIDAD	
52.	Île Maurice	Fonctionnaire	Vimalen J. REDDI	
53.	Népal	Ministre	Minendra RIJAI	
54.	Nouvelle- Zélande	Haut commissaire adjoint	Rod TAYLOR	Nicola Treloar Frank March

55.	Niue	Ministre	Pokotoa SIPELI	
56.	Pakistan	Ministre	Anusha RAHMAN	
57.	Singapour	Fonctionnaire	Charles CHEW	Angela Tey
58.	Sri Lanka	Haut-commissaire	Chris NONIS	Jayantha Fernando
59.	Taiwan	Fonctionnaire	CHEN Chung Shu	Taiwan
60.	Thaïlande	Fonctionnaire	Surankana WAYUPARB	Wanawait Ahkupultra ; Kacida Meeratham ; Khemika Sasulpas
61.	Timor oriental	Ministre	Pedro LAY DA SILVA	
62.	Tuvalu	Ministre	Monise LAAFAL	
63.	Vietnam	Vice-ministre	S.E. Le Nam THANG	Hoang Minh Cuong ; Le Thi Ngoc Mo ; Nguyen Thanh Chung ; Nguyen Thi Thu Thuy.

Amérique du Nord / Centrale / du Sud

	Pays	Ministre / vice-ministre	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
64.	Argentine	Fonctionnaire	Sofia FERRARIS	Eugenia Migliori Dr Olga Cavalli
65.	Barbade	Fonctionnaire	Reginald BOURNE	
66.	Brésil	Fonctionnaire	Prof. Virgilio ALMEIDA	Prof. Hartmut Glaser
67.	Canada	Fonctionnaire	Pamela MILLER	
68.	Colombie	Ministre	Diego Molano VEGA	Verena Weber Santiago Amador
69.	Dominique	Fonctionnaire	Bennette THOMAS	

70.	Grenade	Ministre	Alvin DA BREO	
71.	Jamaïque	Ministre	Julian ROBINSON	Ministre Philip PAULWELL
72.	Mexique	Fonctionnaire	Jose Ignacio Peralta SÁNCHEZ	Víctor Martínez Vanegas
73.	Pérou	Fonctionnaire	Carlos Paredes RODRIGUEZ	
74.	Trinité-et-Tobago	Fonctionnaire	Richard MADRAY	
75.	États-Unis	Fonctionnaire	Larry STRICKING	Daniel Sepulveda (Ambassadeur) ; Julie Zoller ; Andrew Harris ; Christopher Painter ; Liesyl Franz ; Seth Bouvier ; Suzanne Radell ; Fiona Alexander

États arabes

	Pays	Ministre / vice-ministre	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
76.	Égypte	Fonctionnaire	Hesham EL ALAILY	Manal Ismail Christine Arida Mohamed Salah
77.	Qatar	Ministre	Hessa Sultan AL-JABER	Howaida Nadim, Thamer Al Thani Mohammed El Bashir
78.	Iran	Fonctionnaire	Kavouss Arasteh	

Addenda

79.	Italie	Fonctionnaire	Dr. Rita FORST	
80.	Bangladesh	Ministre	Hasanul Haq INU	
81.	Royaume-Uni	Fonctionnaire	Sarah Taylor	

82.	Grèce	Fonctionnaire	Panagotis Papaspiliopoulos	
83.	Union africaine	Fonctionnaire	Moctar Yedaly	

OIG

	OIG	Chef de délégation	Nom	Nom des autres fonctionnaires de soutien
1.	OCDE	Directeur, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie	Andrew WYCKOFF	Mlle Alexandra EXCOFFIER-NOSOV. M. Matteo MAJEUR. Dr Sam PALTRIDGE
2.	Organisation des télécommunications du Commonwealth	Secrétaire général	Professeur Tim UNWIN	
3.	Conseil de l'Europe	Chef du Département de la société de l'information	Jan MALINOWSKI	Lee Hibbard
4.	Commission économique pour l'Afrique	Conseiller régional principal pour la politique des TIC	Makane FAYE	
5.	Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN)	Adjoint du département informatique du CERN	Dr David FOSTER	
6.	Agence spatiale européenne	Division du droit international	Gisela SUSS	
7.	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	Chef par intérim : Programme e-Afrique du NEPAD	Dr Edmund Katiti	Dr Towela Nyirenda-Jere
8.	Cour pénale internationale	Chef de la sécurité de l'information	Roeland STOUTHART	
9.	Organisation internationale de la francophonie	Directeur, Département de	Pierre OUEDRAOGO	Emmanuel Adjovi ; Rachida Fakhri

		francophonie numérique		
10.	Union internationale des télécommunications	Secrétaire général	Hamodoun Touré	
11.	Union des télécommunications des caraïbes :	Secrétaire général	Bernadette Lewis	